

Open World Forum : Besson et Missika font campagne autour de l'open source

Avant l'ouverture officielle de l'Open World Forum 2011 de Paris, plusieurs hôtes de marque ont été invités à s'exprimer. Nous retrouvons ainsi des représentants de l'État, de la région Île-de-France et de la ville de Paris. Sans grande surprise, l'arrivée prochaine des élections présidentielles a rapidement transformé le tout en un champ de bataille politique.

Éric Besson : une intervention précise, mais incomplète

Première personne à s'exprimer, Éric Besson, ministre de l'Industrie, de l'Énergie et de l'Économie numérique, n'y va pas par quatre chemins : « *Pour la première fois, une technologie s'est diffusée au niveau mondial en moins de deux décennies* », explique-t-il. Et de citer des applications *open source* majeures, comme LibreOffice, Firefox ou le lecteur multimédia VLC. On remarque avec quel soin les termes ont été choisis, LibreOffice étant par exemple cité au détriment d'OpenOffice.org.

« *L'open source représente un patrimoine de 12 milliards d'euros, soit 135.000 années-personnes de développement. 40 % des entreprises en utilisent aujourd'hui* ». Éric Besson souligne également le rôle d'Android, désigné ici comme la première plate-forme pour les *smartphones*, rappelant ainsi que si l'iPhone d'Apple reste très populaire, il a depuis peu perdu le combat face à Android en terme de volume d'acheteurs.

Après quelques autres exemples, le ministre explique que « *l'État investit massivement dans le logiciel libre, en terme d'adoption et de développement. L'open source est par ailleurs devenu un critère essentiel lors des appels à projets nationaux. Nous voulons faire de l'open source un axe fort du plan France numérique 2020* »... à condition bien entendu que la droite reste au pouvoir.

In fine, Éric Besson colle assez bien à l'actualité du logiciel libre, ce qui ne manque pas de donner du poids à son intervention. Toutefois, le tableau brossé ici est bien trop flatteur, le ministre se gardant bien de citer les actions du gouvernement ayant récemment égratigné la neutralité du net.

[Page Suivante](#)

Jean-Paul Planchou : un discours pertinent, mais raté

Jean-Paul Planchou est le grand perdant de cette matinée de démarrage de l'Open World Forum 2011. Vice-président en charge du Développement économique de l'Innovation et des Nouvelles technologies au sein de la région Île-de-France, *l'open source* reste l'un de ses sujets de prédilection.

Malheureusement, son intervention s'est montrée courte et ponctuée d'un vocabulaire parfois trop soutenu. Et c'est bien dommage, car Jean-Paul Planchou a tenté de faire passer plusieurs messages clés, par exemple le fait que *l'open source* a d'importantes retombées sur la société. De nos trois intervenants, c'est le seul qui n'a pas tenté de faire de l'Open World Forum une tribune politique. Bravo à lui.

Jean-Louis Missika : À gauche toute !

Jean-Louis Missika est l'adjoint au maire de Paris en charge de l'Innovation, de la Recherche et des Universités. Si Éric Besson a profité de son allocution pour faire la publicité de la majorité, Jean-Louis Missika joue à fond la carte de l'opposition.

« 25 % de la croissance européenne est aujourd'hui liée au numérique », introduit-il, avant de s'élever contre la rigueur financière imposée par le gouvernement et le nombre de taxes touchant le numérique. « On ne peut d'un côté vanter les mérites du numérique et de l'autre le traiter comme la poule aux œufs d'or. La France ne fait pas assez pour mettre en avant les entreprises innovantes et l'open source. »

L'adjoint au maire de Paris milite également pour un Internet *« libre, moderne et neutre »*. *« La neutralité du net doit être sanctuarisée dans la loi »,* clame-t-il. Et de protester contre les textes favorisant le filtrage d'Internet. Pas question non plus de continuer à criminaliser les Wifi ouverts. Enfin, Jean-Louis Missika refuse tout concept de forfaits Internet ajustés en fonction des services et termine son allocution par une dernière pique : *« Pour Paris, l'open data n'est pas un projet, mais une réalité. »*

S'il est difficile de critiquer les positions de Jean-Louis Missika – pleines de bon sens –, son discours est parfois un peu limite. Hors de question de filtrer ou de surveiller Internet... mais quand cela est le cas, il faut que ce soit dans un cadre contrôlé. Alors ; surveillance ou pas ? Pas un mot non plus sur l'injustice qui consiste à faire payer le même prix à tous pour l'accès à Internet, des citoyens profitant de 100 Mb/s de bande passante aux habitants des zones rurales ne disposant encore que de 512 kb/s.